

Tribune commune UE-OMS

La pandémie de COVID-19 est la crise sanitaire marquante de notre époque.

Ce nouveau coronavirus, qui a débuté par une série de cas de pneumonie de cause inconnue à Wuhan, en Chine, s'est propagé comme une traînée de poudre, ébranlant en chemin les systèmes de santé, les économies et les sociétés du monde entier.

Les pays européens sont au nombre des plus durement touchés. À l'heure où nous écrivons ces lignes, cinq des six pays les plus sévèrement touchés dans le monde se situent en Europe.

Et pourtant, alors même qu'elle se débat pour maîtriser la pandémie de COVID-19 en son sein, l'Europe est aussi à l'avant-garde des efforts déployés pour renforcer la solidarité mondiale.

Même si, en tant qu'individus, nous veillons à nous distancer physiquement, nous n'en devons pas moins conjuguer nos efforts, en tant qu'acteurs sur la scène mondiale.

L'Union européenne et l'OMS partagent un même engagement en faveur des communautés et des pays vulnérables de la planète. Il importe plus que jamais en ces heures de faire front commun, en tant que membres d'une communauté internationale, car nous sommes tous concernés, la maladie frappant aveuglément et ne connaissant aucune frontière. Dès lors que certains d'entre nous sont frappés, nul n'est en sécurité.

Dans un souci d'apporter une réponse mondiale à la COVID-19, l'Union européenne et ses États membres ont récemment présenté un train de mesures de l'«équipe d'Europe», dont le montant total, en constante progression, est désormais largement supérieur à 23 milliards d'euros. Naturellement, une partie de la riposte de l'«équipe d'Europe» à la pandémie de coronavirus se fera aux côtés des Nations unies.

Comme c'est le cas pour tant d'autres crises, ce sont les plus vulnérables qui souffrent le plus, et ils doivent être l'objet de toute notre attention. L'UE soutient le plan stratégique de préparation et de riposte de l'OMS, apportant 30 millions d'euros de nouveaux financements destinés à renforcer les actions de préparation et de riposte dans les pays aux systèmes de santé précaires ou qui sont également victimes de crises humanitaires.

De surcroît, la Commission européenne, l'OMS et des partenaires du monde entier ont uni leurs forces pour lancer l'«accélérateur d'accès aux outils contre la COVID-19», en vue d'accélérer la mise au point, la production et la distribution équitable de vaccins, de même que la diffusion de diagnostics et de traitements de la COVID-19, de sorte que chacun puisse équitablement accéder à ces produits qui permettent de sauver des vies.

Forte de cet engagement historique, la Commission européenne a organisé, le 4 mai dernier, une conférence des donateurs réunissant plus de 40 pays qui, ensemble, se sont engagés à

mobiliser quelque 7,4 milliards d'euros en faveur de la recherche et du développement de vaccins, de diagnostics et de traitements.

Notre partenariat s'étend toutefois bien au-delà de la crise actuelle.

La pandémie exploite les disparités et les inégalités de nos systèmes de santé, soulignant l'importance d'investir dans le personnel des services de santé, dans les infrastructures sanitaires et dans les systèmes de santé pour prévenir et détecter les pandémies, ainsi que pour les combattre.

Des systèmes de santé forts sont la clef d'une prévention efficace, non seulement des pandémies, mais aussi des multiples menaces pour la santé auxquelles nos populations font face chaque jour sur cette terre.

Et pourtant, au train où vont aujourd'hui les choses, plus de cinq milliards de personnes n'auront pas accès aux services de santé de base à l'horizon 2030, ce qui inclut la possibilité de consulter un professionnel de la santé, d'avoir accès à des médicaments essentiels et de disposer de l'eau courante dans les hôpitaux.

Même lorsque de tels services sont disponibles, y recourir peut être synonyme de ruine financière pour des millions de personnes.

Non seulement ces disparités nuisent à la santé de personnes, de familles et de communautés, mais elles sapent aussi la sécurité et la croissance économique mondiales.

C'est la raison pour laquelle l'UE a contribué à hauteur de 102 millions d'euros au partenariat avec l'OMS sur la couverture de santé universelle, qui soutient le renforcement des systèmes de santé de 115 pays répartis entre l'Afrique, les Caraïbes, le Pacifique, l'Europe orientale, l'Asie centrale et l'Asie du sud-est.

Dans le monde, quelque sept mille cinq cents milliards de dollars sont consacrés chaque année aux dépenses de santé, soit près de 10 % du PIB mondial.

Bien trop de pays consacrent toutefois une bien trop grande part de leur budget de santé à la gestion des maladies dans les hôpitaux, où les coûts sont plus élevés et les résultats souvent moins bons, au lieu de promouvoir la santé et de faire de la prévention au niveau des soins de santé primaires.

Tôt ou tard, la pandémie de COVID-19 finira par s'estomper, mais il ne saurait être question de reprendre nos vieilles habitudes.

À l'heure où nous déployons moult efforts dans le cadre de notre riposte à cette pandémie, il importe que nous nous préparions aussi à la suivante. L'occasion nous est à présent offerte de lancer les bases de systèmes de santé résilients à travers le monde.

Investir dans le renforcement des infrastructures de santé et dans du personnel de santé est l'unique moyen d'éviter de futures crises sanitaires mondiales comme celle que nous connaissons aujourd'hui.

S'il est un enseignement à tirer de cette pandémie de COVID-19, ce doit être qu'investir maintenant dans la santé permettra de sauver des vies demain.

L'histoire nous jugera non seulement à l'aune de notre capacité à surmonter cette pandémie, mais aussi des leçons que nous en aurons tirées et des mesures que nous aurons prises, une fois la crise terminée.

Tedros Adhanom Ghebreyesus

Directeur général

Organisation mondiale de la santé

Jutta Urpilainen

Commissaire aux partenariats internationaux

Commission européenne